



Parc national
des Cévennes

Arrêté n° 20180121 du 10 AVR. 2018
portant autorisation spéciale en cœur du Parc national
des Cévennes, pour travaux, constructions, installations,
hors droit de l'urbanisme

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L331-4 1,

Vu le décret n° 2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 7.-II. 9,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment la modalité 8 relative aux règles générales applicables aux travaux, constructions et installations soumis à autorisation et l'annexe 1 et 2,

Vu la demande du Conseil départemental de la Lozère, en date du 05/03/2018 pour la nature et la localisation des travaux ci-après visées,

Vu l'avis réservé du conseil scientifique de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 26/03/2018,

Considérant l'axe 4 de la charte du Parc national des Cévennes : « vivre et habiter »,

Considérant que les travaux décrits dans la demande, assortis des prescriptions détaillées ci-dessous, sont compatibles avec la préservation des paysages, des espèces et des milieux patrimoniaux du Parc national des Cévennes,

ARRETE

Article 1 :

Le pétitionnaire, le **Conseil départemental de la Lozère, rue de la Rovère, 48000 MENDE**, est autorisé à réaliser les travaux suivants qui seront conformes au dossier technique fourni dans la demande :

Nature des travaux : déroctage ponctuel, réalisation de fossés bétonnés, réfection d'aqueducs et travaux de maçonnerie constituant des travaux préparatoires à la réfection des chaussées,

Localisation des travaux : Commune de PONT DE MONTVERT SUD MONT LOZERE (48220), RD 20 du PR 29+400 au PR 33+400, entre le Pont de Montvert et Champlong de Lozère, localisation en cœur du Parc national.

Article 2 :

L'autorisation visée à l'article 1 est assortie des prescriptions suivantes :

- les travaux de déroctage seront réalisés avec parcimonie (en suivant le marquage effectué), en évitant au maximum de rendre visible les traces d'outils ;
- au niveau du Pont du Galadet notamment, la paroi rocheuse créée aura un aspect le plus naturel possible (pas de minage) ;
- les fossés bétonnés seront coffrés du côté de la chaussée, à bord perdu du côté du mur ou du talus, et leur profil sera régulier ;
- les puisards d'aqueducs bâtis seront soigneusement conservés, en particulier le mur amont, et les parties à reconstruire le seront en pierres de granite d'extraction locale ;
- les grilles des puisards d'aqueducs seront en acier brut ou galvanisé et entourées d'une maçonnerie en pierres de granite ;
- toutes les maçonneries seront réalisées en granite d'extraction locale et les joints seront serrés ;
- la végétation présente (y compris les mousses) sera préservée au maximum ;
- en fin de chantier, toute trace de travaux devra être effacée.

Article 3 :

Le présent arrêté ne dispense pas le demandeur des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet.

Article 4 :

Le pétitionnaire doit transmettre le présent arrêté aux personnes chargées de l'exécution des travaux afin qu'elles prennent connaissance et qu'elles respectent les prescriptions mentionnées à l'article 2.

10/04/2018

Article 5 :

Le pétitionnaire annoncera le démarrage des travaux au moins 15 jours à l'avance au service instructeur (Jean-Christian Garlenc,

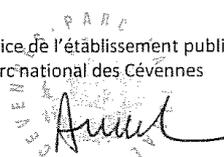
Article 6 :

Le présent arrêté est délivré pour une période de deux années à compter de sa notification.

Article 7 :

Les agents du Parc national des Cévennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes



Anne LEGILE

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Etablissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
6 bis place du Palais - 48400 Florac-Trois-Rivières
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- originaux :
 - EP PNC / SG
- copies :
 - Conseil départemental de la Lozère
 - Mairie de Pont de Montvert Sud Mont Lozère
 - EP PNC / massif Mont Lozère
 - EP PNC / SDD (dossier n°2018-115)